

Olivier Akroum :

Réclamer le droit des locataires pour les résidents de foyers, c'est une revendication qui existe depuis des décennies, depuis la grande grève des foyers Sonacotra. Aujourd'hui, on y est encore. Comment cela se fait-il ? Et comment peut-on s'en sortir ? Danièle Obono, députée de la 17ème circonscription de Paris, l'est du 18ème et l'ouest du 19ème arrondissements, vous qui êtes venue à plusieurs reprises au foyer Riquet dénoncer les expulsions, je vous pose la question.

Danièle Obono :

Bonsoir à tous et toutes et merci beaucoup de l'organisation de ce moment qui permet de faire le point, l'état des lieux de la lutte, et rappeler l'urgence à ce que la dignité des résidents et résidentes soient enfin respectée et que les droits soient enfin respectés pour tous et toutes.

Que dire ? Nous sommes bien évidemment à vos côtés en soutien et, effectivement, il faut changer la loi. Il s'agit de faire en sorte - ce qui a été dit par ailleurs - que celles et ceux qui vivent ici, habitent ici, travaillent ici ou qui ont travaillé, ont eu des enfants, qui sont des citoyens et des citoyennes au sens plein, au sens politique, au sens noble du terme, soient considérés comme tels et bénéficient de l'ensemble des droits qui en découlent. Donc qu'on change la loi dans le sens de ce que ça aurait dû être fait depuis longtemps, c'est-à-dire pour arriver au même droit pour tous et toutes.

Moi, je tiens à préciser aussi et à rappeler - mais vous le savez - que cette lutte, elle est la lutte pour les résidents et résidentes dans ses foyers. Je pense qu'elle est aussi une lutte au-delà, parce que cela fait progresser les droits, vos droits, les droits d'une partie des citoyens et citoyennes qui sont discriminés, parce que c'est une discrimination qui est faite. Ça renforce en fait le droit de tous et toutes. Et donc, pour moi, c'est cette dimension-là qui doit appeler aussi à ce que cette lutte se renforce, que les convergences se fassent sur l'ensemble des personnes. Parce que la logique des gestionnaires des foyers, du gouvernement, des autorités, c'est d'opposer les uns aux autres. Le principe de la « résidence sociale » et la manière dont ils vendent ça, c'est pour dire: ah oui, il y a d'autres populations, d'autres publics comme on dit en langage administratif qui ont besoin aussi de ces places-là. Donc, on crée l'opposition des gens entre eux, de celles et ceux qui sont déjà démunis de diverses manières et à qui on dit : voilà, on va enlever des uns pour donner aux autres dans des conditions qui sont inacceptables. Et je crois que cette

manière de diviser les gens est un des enjeux de la lutte. On a aussi, je pense, un rôle à jouer là-dessus, pour s'y opposer et pour le dénoncer de toutes les manières possibles. Il faut justement briser cette tentative et empêcher cette opposition qui est faite entre les uns et les autres de s'installer.

Et donc on est aussi à votre disposition pour mettre en place des cadres à réfléchir, en invitant les différents acteurs de la lutte sociale et ça s'est déjà fait. Je pense que l'enjeu, c'est de renforcer la lutte et d'affirmer que tous et toutes, nous avons intérêt à ce que vos droits, les droits des résidents et résidentes soient respectés, parce que ça renforcera les droits de tous et toutes. Et je crois que, dans la période, malgré les incertitudes, il y a une colère, il y a une volonté de riposter à cet assaut généralisé du libéralisme. On l'a vue lors de la grève et la manifestation du dix huit septembre.

Vous êtes les premières personnes, les premières victimes et les premiers de la ligne à subir ces politiques-là. Mais tous et toutes, nous sommes sous le coup de ces politiques de la division et de la concurrence qu'ils veulent imposer. Donc, je pense qu'on est dans un moment qui peut faire émerger des convergences fortes. On est dans un moment où le gouvernement est affaibli aussi... Il n'y a pas de gouvernement justement, justement.* Dans cette vacance, dans cet entre-deux, parce qu'en fait, ceux d'en haut, ils n'arrivent plus à maintenir leur hégémonie, ça se voit, et c'est dans les minutes là qu'on vit, en ce moment, on voit bien, en fait, qu'ils sont affaiblis. Et c'est dans le moment précisément où ceux-là en haut sont affaiblis et ceux d'en bas n'en veulent plus, de subir, qu'on a les interstices, peut-être les brèches qui peuvent permettre de renverser la table et d'imposer le respect de des droits fondamentaux de tous, et toutes.

Et voilà, on est à la disposition. Et on se battra à vos côtés pour parvenir à cela. Merci, merci à vous, et donc je passe la parole à ma collègue qui a eu cette initiative, auquel on s'est joint bien évidemment, d'écrire le texte de loi, parce que c'est un des un de nos outils. Et c'est l'articulation, je crois, entre cette mobilisation sociale convergente et tout ce qu'on pourra faire rentrer dans la machine, tous les grains de sable qu'on pourra faire entrer dans la machine institutionnelle qui peuvent nous amener à la victoire.

* Au moment de ce discours, le gouvernement de François Bayrou venait de perdre une vote de confiance à l'Assemblée et était tombé.